

Service public fédéral Emploi,
Travail et Concertation sociale

**ADMINISTRATION DES
RELATIONS COLLECTIVES
DU TRAVAIL**
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
**ADMINISTRATIE VAN DE
COLLECTIEVE
ARBEIDSBETREKKINGEN**
Directie van de Griffie

ERRATUM

Sous-commission paritaire de
l'industrie textile de l'arrondissement
administratif de Verviers
n° 120.01

**CCT n° 64914/CO/120.01
du 28/11/2001**

Correction du texte en néerlandais :

- à l'article 19, alinéa 3, la référence :
« *De textielsector neemt ook een deel
voor haar rekening in de verbintenis om
een bijkomende inspanning te doen inzake
permanente vorming, met als doel België
op de weg te zetten die na 6 maanden zal
leiden tot een gemiddeld niveau van de
drie buurlanden* » est remplacée par la
référence suivante : « *De textielsector
neemt ook een deel voor haar rekening in
de verbintenis om een bijkomende
inspanning te doen inzake permanente
vorming, met als doel België op de weg te
zetten die na 6 jaar zal leiden tot een
gemiddeld niveau van de drie
buurlanden* ».

Correction du texte en néerlandais :

- l'article 31, alinéa 3, manque :
« *Sedert 1983 is de bijdrage*

ERRATUM

Paritair subcomité voor de
textielnijverheid uit het administratief
arrondissement Verviers
nr. 120.01

**CAO nr. 64914/CO/120.01
van 28/11/2001**

Verbetering van de Nederlandse
tekst :

- in het artikel 19, alinea 3 wordt de
verwijzing : « *De textielsector neemt
ook een deel voor haar rekening in de
verbintenis om een bijkomende
inspanning te doen inzake permanente
vorming, met als doel België op de weg te
zetten die na 6 maanden zal leiden tot een
gemiddeld niveau van de drie
buurlanden* » vervangen door de
volgende verwijzing : « *De
textielsector neemt ook een deel voor
haar rekening in de verbintenis om een
bijkomende inspanning te doen inzake
permanente vorming, met als doel België
op de weg te zetten die na 6 jaar zal
leiden tot een gemiddeld niveau van de
drie buurlanden* ».

Verbetering van de Nederlandse
tekst :

- het artikel 31, alinea 3, ontbreekt :
« *Sedert 1983 is de bijdrage*

vastgesteld op 1,25 % van de brutolonen betaald gedurende het kalenderjaar dat het sociaal werkjaar onmiddellijk voorafgaat (K. B. van 04.05.1983, B. S. van 21.05.1983) ».

Décision du

26-06-2003

vastgesteld op 1,25 % van de brutolonen betaald gedurende het kalenderjaar dat het sociaal werkjaar onmiddellijk voorafgaat (K. B. van 04.05.1983, B. S. van 21.05.1983) ».

Beslissing van

26-06-2003

4

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE
L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 28/11/2001 CONCERNANT LA
COORDINATION DES STATUTS DU FONDS SOCIAL DENOMME CAISSE DE
COMPENSATION PARITAIRE POUR LES INSTITUTIONS SOCIALES DE L'INDUSTRIE
TEXTILE DE VERVIERS A LA DATE DU 01/01/2001**

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises textiles ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers. Pour l'application de la présente convention, on entend par « ouvrier » les ouvriers et les ouvrières.

Article 2

Les statuts coordonnés du fonds social dénommé "Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers" sont joints en annexe.

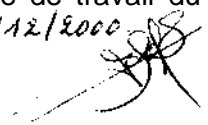
Article 3

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01 janvier 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Article 4

La convention collective de travail du 30/06/1960 instituant le fonds social dénommé "Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers" et en fixant les statuts (A.R. du 19/08/1960 - M.B. du 21/09/1960) modifiée par la convention collective de travail du 25/09/1990 (A.R. du 16/01/1991 - M.B. du 21/02/1991) et par la convention collective de travail du 22/11/1993 (A.R. du 30/09/1994 - M.B. du 19/10/1994) est abrogée au 31/12/2000.



NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGIS

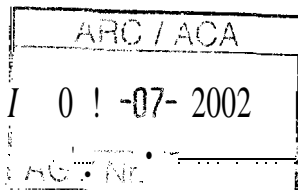
07 -10- 2002

NR.
N°

64914 10/2000

CAISSE DE COMPENSATION PARITAIRE POUR LES INSTITUTIONS

SOCIALES DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE VERVIERS



STATUTS COORDONNES

CHAPITRE I.- DENOMINATION, SIEGE, OBJET, DUREE

Article 1.-

Il est institué à partir du 1^{er} septembre 1960 un Fonds de sécurité d'existence dénommé "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers".

Article 2.-

Le siège social du Fonds est établi à Verviers à l'adresse suivante : rue de Bruxelles 41, 4800 Verviers.

Article 3.-

Le Fonds a pour but :

- 1°) d'assurer l'octroi, le financement et la liquidation des avantages sociaux supplémentaires en matière de sécurité sociale accordés par décision de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers;
- 2°) l'organisation de la formation professionnelle des jeunes travailleurs;
- 3°) la médecine du travail;
- 4°) les initiatives en matière de formation en faveur des groupes à risque;
- 5°) les initiatives d'emploi et de formation;
- 6°) de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds;

Article 4.-

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

Il peut y être mis fin par chacune des organisations patronales et syndicales représentées à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, moyennant un préavis de six mois, adressé par lettre recommandée au président de ladite sous-commission paritaire.

CHAPITRE II.- CHAMP D'APPLICATION

Article 5.-

Ces statuts sont d'application aux employeurs et aux ouvriers occupés par eux ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01).

Sauf disposition contraire, il est entendu dans les présents statuts par "*ouvriers*" : les ouvriers et ouvrières et ci-après par "*ouvrier*": l'ouvrier et l'ouvrière.

CHAPITRE III.- AVANTAGES SOCIAUX

SECTION 1.- FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES TRAVAILLEURS

Article 6.-

Une formation professionnelle est organisée sur le plan de la branche d'activité, en faveur des jeunes travailleurs qui se destinent à un ou plusieurs métiers de l'industrie textile, dont la liste est établie par le Conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence dénommé "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers".

Article 7.-

Pour être ainsi admis à la formation professionnelle, les jeunes gens et jeunes filles doivent avoir l'âge requis aux termes des dispositions légales et réglementaires en matière d'enseignement technique.

Article 8.-

la formation professionnelle comporte une formation technique, pratique et théorique et une formation générale.

Article 9.-

Le cycle de cette formation professionnelle, son programme et son horaire sont, pour chacun des métiers, conformes aux dispositions légales et réglementaires en matière d'enseignement technique.

Article 10.-

La sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, détermine chaque année le taux et la nature des gratifications ou avantages sociaux qui sont éventuellement octroyés au cours de la formation professionnelle.

Article 11.-

Les jeunes travailleurs qui ont terminé le cycle de la formation professionnelle subissent un examen destiné à fournir la preuve qu'ils possèdent la capacité requise pour exercer le métier choisi.

Le Conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence, dénommé "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers" détermine, en conformité des dispositions légales et réglementaires, la forme, le programme et la procédure des examens ainsi que la composition des jurys; ceux-ci devront comprendre des représentants des travailleurs et des représentants des employeurs de la branche d'activité.

Article 12.-

Les jurys d'examens délivrent un "certificat d'aptitude" aux jeunes travailleurs qui ont subi avec succès l'examen de formation professionnelle.

SECTION 2.- MEDECINE DU TRAVAIL

Article 13.-

Le service externe de prévention et protection au travail (S.E.P.P.) consacre son activité à la médecine préventive et la protection au travail, à l'exclusion de toute médecine curative, dans les conditions prévues aux articles suivants.

Article 14.-

A la demande de l'employeur, le service externe de prévention et protection au travail procède aux examens médicaux cliniques radiologiques et effectue les formalités administratives conformes aux dispositions légales de la loi du 4 août 1996 et en matière de maladies professionnelles.

Article 15.-

A la demande de l'employeur, le service externe de prévention et protection au travail procède aux examens d'embauchage.

Article 16.-

Le service externe de prévention et de protection au travail, désigné conformément à l'arrêté royal du 27 mars 1998, conseille les employeurs en matière de gestion des risques dans les entreprises.

Article 17.-

Le service externe de prévention et de protection au travail peut également être chargé de toute mission décidée par le Conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence dénommé "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers".

4

SECTION 3.- INITIATIVES EN MATIERE DE FORMATION EN FAVEUR DES GROUPES A RISQUE

Article 18.-

- En exécution de la loi du 03.04.1995, chapitre II, portant des mesures visant à promouvoir l'emploi, les employeurs, soumis à la loi du 27.06.1969, portant révision de l'arrêté-loi du 26.12.1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs, doivent consentir pour l'année 1995 un effort de 0,15 % calculé sur la base du salaire global des travailleurs tel que visé à l'article 23 de la loi du 29.06.1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

- Pour l'année 1996, les employeurs sont redevables d'une cotisation de 0,20 % comprenant :
 - l'affectation de 0,15 % prévu par la loi du 03.04.1995 précitée;
 - l'affectation de 0,05 % prévu par la loi du 22.12.1995, chapitre IV, portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi.

- Pour les années 1997 et 1998, les employeurs versent une cotisation de 0,20 % comprenant :
 - un effort de 0,10 %, en exécution de l'A.R. du 27.01.1997, chapitre II, contenant des mesures de promotion de l'emploi en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26.07.1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité;
 - un effort de 0,10 % consenti par la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

- Pour les années 1999 et 2000, les employeurs versent une cotisation de 0,20 % comprenant :
 - un effort de 0,10 % en exécution de l'article 105 de la loi du 26.03.1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998;
 - un effort de 0,10 % consenti par la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

- Pour les années 2001 et 2002, les employeurs versent une cotisation de 0,20 % comprenant :
 - un effort de 0,10 % en exécution de l'accord interprofessionnel du 22.12.2000 pour les années 2001-2002;
 - un effort de 0,10 % consenti par la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

SECTION 4.- INITIATIVES D'EMPLOI ET DE FORMATION

Article 19.-

- En exécution de l'accord interprofessionnel 1999-2000, le secteur textile consacre un effort supplémentaire en matière de formation. Cet effort supplémentaire est réalisé par une cotisation de 0,10 % sur les salaires des années 1999-2000.
- En exécution de l'accord interprofessionnel 2001-2002, le secteur textile consacre un effort supplémentaire en matière de formation. Cet effort supplémentaire est réalisé par une cotisation de 0,10 % sur les salaires des années 2001-2002.

Ainsi, le secteur textile assume sa part dans l'exécution de l'engagement de réaliser un effort supplémentaire en matière de formation permanente, dans le but de mettre la Belgique sur la voie qui après 6 ans mène au niveau moyen des trois pays limitrophes.

- Pour les années 1999-2000, est instauré un droit de tirage à concurrence de maximum 0,10 % de la masse salariale des ouvriers. Le droit de tirage est accordé à l'entreprise qui au plus tard le 31 décembre 1999 introduit auprès du Fonds de sécurité d'existence un plan de formation approuvé par le conseil d'entreprise.
- Pour les années 2001-2002, ce droit de tirage, à concurrence de maximum 0,10 % de la masse salariale des ouvriers est prolongé. Le droit de tirage est accordé à l'entreprise qui au plus tard le 31/12/2001, introduit auprès du Fonds de sécurité d'existence un plan de formation approuvé par le conseil d'entreprise.

L'entreprise peut se limiter à un seul plan de formation pour 2001-2002.

A défaut de conseil **d'entreprise**, le plan de formation doit être approuvé par la délégation syndicale ou, à défaut de cette dernière, par le comité de contact régional compétent (rue de Bruxelles, 41 à 4800 - **Verviers**).

- La preuve des frais exposés en 1999 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé doit être introduite auprès de la Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers, au plus tard le 31 mars 2000. Pour les formations réalisées en 2000, la preuve des frais exposés doit être introduite auprès de la Caisse de compensation pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers, au plus tard le 31 mars 2001.
- La preuve des frais exposés en 2001 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé doit être introduite auprès de la Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers, au plus tard le 31 mars 2002. Pour les formations réalisées en 2002, la preuve des frais exposés doit être introduite auprès de la Caisse de compensation pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers, au plus tard le 31 mars 2003.

La Caisse de compensation pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers est chargée du paiement de ce droit de tirage à charge de la section "formation".

Article 20.-

Les cotisations visées aux articles 18 et 19 sont dues trimestriellement à la Caisse de compensation pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers et sont indépendantes de la cotisation due en vertu des dispositions reprises sous le chapitre V des présents statuts.

CHAPITRE IV.- GESTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 21.-

Le Fonds est géré par un Conseil d'administration, composé paritairement de représentants d'employeurs et d'ouvriers. Le Conseil est composé de huit membres, à savoir : quatre représentants des employeurs et quatre représentants des ouvriers.

Les membres du Conseil d'administration sont désignés - et ce, à concurrence d'une moitié pour chacun des deux groupes - respectivement par les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des travailleurs qui sont appelés à présenter des membres de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, à savoir actuellement : Fébeltex et les sections régionales verviétoises de la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique, Textile, Vêtement et Diamant (F.G.T.B., Textile, Vêtement, Diamant) et de la C.S.C. Textura.

La durée du mandat des administrateurs est de quatre ans.

Le mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membre de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01). Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la sous-commission paritaire appartenant au même groupe que le membre, dont le mandat prend fin.

Article 22.-

Le Conseil d'administration désigne chaque année en son sein un président et un vice-président.

Par alternance annuelle, la présidence est assurée les années paires, par un membre du Conseil d'administration représentant les organisations syndicales et les années impaires, par un membre du Conseil d'administration représentant les employeurs.

Pour la vice-présidence, l'alternance est inversée.

Article 23.-

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts du Fonds l'exigent, sur la convocation de son président. Celui-ci est tenu de convoquer le Conseil à la demande de trois de ses membres.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont établis par le secrétaire désigné par le Conseil d'administration, signés par le président de séance et soumis à l'approbation du Conseil d'administration. Les extraits ou copies de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou deux membres du Conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

4

Le vote n'est valable que si les deux tiers des membres représentant les employeurs et les deux tiers des membres représentant les travailleurs sont présents.

Un membre du Conseil empêché pourra donner mandat par écrit à un de ses collègues de le représenter, sans qu'un membre de ce Conseil puisse remplacer plus d'un collègue absent.

Article 24.-

Le Conseil d'administration délègue à la Fédération Patronale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers l'administration du Fonds. Elle en assure la gestion journalière et exécute les décisions prises par le Conseil d'administration.

Article 25.-

Le Conseil d'administration examine et se prononce sur les rapports et documents lui communiqués par l'administrateur du Fonds. Le Conseil d'administration a notamment pour mission de :

- a) proposer à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et ce, à l'échéance de chaque année civile, le taux de la cotisation à fixer par ladite sous-commission paritaire, pour l'année civile suivante s'il échet. A cet effet, le Conseil d'administration prend en considération d'une part, le volume des rémunérations qui servent de base au calcul des cotisations et d'autre part, le coût des avantages sociaux dont le Fonds doit assurer le service, ainsi que le coût des frais d'administration;
- b) administrer le Fonds et prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement;
- c) déterminer le montant et les modalités de perception des frais d'administration ainsi que la quotité des recettes annuelles qui serviront à les couvrir.
- d) présenter chaque année, dans le courant du mois de juin, à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, un rapport écrit sur sa gestion de l'exercice écoulé.

Article 26.-

Les membres du Conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qui leur est imparti.

Article 27.-

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues au nom du Fonds et à la poursuite et la diligence du Président du Conseil ou d'un membre du Conseil d'administration délégué à cette fin.

Le Conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres, ou même à des tierces personnes.

Les actes de gestion journalière sont signés par les personnes désignées à cet effet par le Conseil d'administration.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le Conseil a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer des signatures conjointes de deux administrateurs, un de chaque groupe sans que ces administrateurs ne doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.

Article 28.-

Le Fonds peut procéder juridiquement pour le recouvrement des cotisations et à cette fin, peut faire procéder aux saisies conservatoires et aux saisies d'exécution, y compris pour les Fonds suivants :

- Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de **Verviers**;
- Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile **verviétoise**.

Article 29.-

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des intérêts matériels et moraux du Fonds, sans préjudice toutefois de ceux réservés à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, par la loi ou par les présents statuts.

Le Conseil d'administration peut notamment faire passer tous contrats et marchés, acheter, vendre, échanger, acquérir, aliéner, prendre et donner à bail tous biens et immeubles nécessaires à la réalisation du but social, faire tous emprunts à court et à long terme, consentir tous droits réels sur les biens sociaux tant mobiliers qu'immobiliers, tels que privilèges, hypothèques, gages et autres, consentir la voie parée, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions, saisies et autres empêchements, avec ou sans constatation du paiement, renoncer à l'action résolutoire, nommer et révoquer tous directeurs ou agents, fixer leurs traitements, leurs attributions et le cas échéant, leur cautionnement, arrêter tous règlements d'ordre intérieur, compromettre et transiger.

CHAPITRE V.- FINANCEMENT

Article 30.-

Les cotisations sont perçues par le Fonds de sécurité d'existence dénommé "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers".

Le montant des cotisations est appelé au Fonds aux quatre dates suivantes de chaque année : 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre.

Les cotisations dues pour chaque trimestre doivent être payées par l'employeur au plus tard le dernier jour du trimestre en cours.

Le paiement des cotisations, de la majoration et de l'intérêt éventuel est garanti conformément à l'article 8 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Article 31.-

Chaque année, la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de **Verviers**, sur proposition du Conseil d'administration, fixe le montant de la cotisation annuelle. Celle-ci est due en raison de % pour chacun des trimestres de l'exercice social, et ce, aux dates prévues par l'article 30.

La cotisation est basée sur le volume des rémunérations brutes payées pendant l'année civile qui précède immédiatement l'exercice social.

Depuis 1983, la cotisation est fixée à 1,25 % des rémunérations brutes payées pendant l'année civile qui précède immédiatement l'exercice social (A.R. du 04.05.1983, M.B. du 21.05.1983).

Pour la période 2001-2002, la cotisation de la Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales est réduite de 0,70 % et est donc fixée à 0,55 %.

Une évaluation intermédiaire sera effectuée au Comité de gestion des Fonds sociaux de Verviers au 31.12.2001 pour maintenir ou non la suspension totale ou partielle de la cotisation en 2002.

Pour toute nouvelle entreprise ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, les cotisations sont perçues sur la base des rémunérations brutes payées au cours du trimestre précédant celui qui couvre l'appel de Fonds, cette formule étant exceptionnellement appliquée jusqu'au moment où l'entreprise se trouve dans les conditions requises pour l'**application** des dispositions prévues à l'alinéa précédent et relatif aux bases de perception des cotisations.

Article 32.-

A l'**échéance** de chaque trimestre civil, les entreprises visées par les présents statuts, sont tenues d'informer le Fonds de sécurité d'existence dénommé "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers" du volume des rémunérations brutes payées pendant le trimestre échu et entrant en ligne de compte pour le calcul de la cotisation, conformément aux dispositions de l'article 31.

La déclaration trimestrielle relative aux rémunérations payées pendant le trimestre échu doit obligatoirement être transmise au Fonds endéans les trente jours qui suivent le trimestre civil auquel elle se rapporte.

Article 33.-

Le défaut de paiement des cotisations dans les délais fixés à l'article 28 donne lieu à déduction, par l'employeur d'une majoration de 10 % de leur montant.

Les cotisations non payées à l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'appel de Fonds adressé à l'employeur donnent lieu, en outre, à déduction d'un intérêt de retard au taux de 10 % l'an, à partir de l'expiration dudit délai, jusqu'au jour de leur paiement.

Le défaut de paiement des cotisations dans le délai fixé par l'article 30 fera automatiquement l'objet d'une procédure en recouvrement desdites cotisations augmentées des majorations et intérêts de retard prévus au présent article.

L'employeur, qui par deux fois, aurait fait l'objet d'une procédure en recouvrement des cotisations, sera tenu indépendamment du paiement des cotisations trimestrielles prévues à l'article 30, de verser au Fonds, à titre provisionnel, une somme égale au montant de sa dernière cotisation trimestrielle.

En cas de force majeure dûment justifiée, le Conseil d'administration du Fonds peut renoncer au paiement des majorations de cotisations et intérêts de retard.

CHAPITRE VI.- BUDGET, BILAN ET COMPTES

Article 34.-

L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 35.-

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable.

Le Conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou expert-comptable, désignés par la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue.

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers pendant le mois de juin au plus tard.

CHAPITRE VII.- DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 36.-

La dissolution du Fonds peut avoir lieu sur décision unanime de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers. Celle-ci décide de la destination des biens et valeurs du Fonds après acquittement du passif en donnant à ces biens et valeurs une affectation conforme à l'objet en vue duquel la Caisse de compensation pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers a été créée.

Toutefois, si la sous-commission paritaire estime que l'affectation prévue ci-dessus est irréalisable ou simplement inopportune, ce dont elle est souverainement juge, elle peut, sous réserve de l'exécution éventuelle de toutes clauses résolutoires ou de retour des biens, attribuer l'actif net de l'avoir social à telles personnes physiques ou morales qu'elle jugerait convenir.

La sous-commission paritaire désigne le ou les liquidateurs et ce, de préférence parmi les membres du Conseil d'administration en fonction au moment où est décidée la liquidation; elle règle en même temps le mode de liquidation et détermine les pouvoirs ainsi que les émoluments éventuels du ou des liquidateurs.

Article 37.-

Les parties demandent que les présents statuts soient rendus obligatoires par arrêté royal.

Fait à Verviers, le 28 juin 2002.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
07-10-2002 | 03-01-2003

NR.
N°

64914 10/120.01

G1

Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers

Collectieve arbeidsovereenkomst van 28/11/2001 betreffende de coördinatie van de statuten van het Sociaal fonds genaamd "Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers" de dato 01/01/2001

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "werklieden" verstaan de werklieden en de werksters.

Artikel 2.

De gecoördineerde statuten van het sociaal fonds genaamd "*Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers*" zijn bijgevoegd als bijlage.

Artikel 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01 januari 2001 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Artikel 4.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 30/06/1960 tot oprichting van het Sociaal fonds genaamd "*Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers*" en vastgesteld volgens de statuten (K.B. 19/08/1960 - B.S. 21/09/1960) gewijzigd met de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/09/1990 (K.B. 16/01/1991 - B.S. 21/02/1991) en met de collectieve arbeidsovereenkomst van 22/11/1993 (K.B. 30/09/1994 - B.S. 19/10/1994) wordt ingetrokken vanaf 31/12/2000.

4

**“CAISSE DE COMPENSATION PARITAIRE POUR LES INSTITUTIONS
SOCIALES DE L'INDUSTRIE DE VERVIERS”**

GECOÖRDINEERDE STATUTEN

Hoofdstuk I.- Benaming, zetel, doel, duur

Artikel 1.-

Met ingang van 1 september 1960 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genoemd "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions sociales de l'industrie textile de Verviers".

Artikel 2.-

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Verviers op het volgende adres: rue de Bruxelles, 41, 4800 Verviers.

Artikel 3.-

Het Fonds heeft tot doel:

- 1) de toekenning, de financiering en de uitkering te verzekeren van de aanvullende sociale voordelen inzake sociale zekerheid, welke verleend worden bij beslissing van het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers;
- 2) de organisatie van de vakopleiding van de jonge arbeiders;
- 3) de arbeidsgeneeskunde;
- 4) de initiatieven inzake vorming ten gunste van de risicogroepen;
- 5) de tewerkstellings- en vormingsinitiatieven;
- 6) de bijdragen te innen nodig voor de werking van het Fonds.

Artikel 4.-

Het Fonds wordt opgericht voor onbepaalde tijd.

Elk van de in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers vertegenwoordigde werkgevers- en **werknemersorganisaties** kan het opzeggen met een **opzeggingstermijn** van zes maanden betekend per aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van voornoemd paritair comité.

Hoofdstuk II- Toepassingsgebied

Artikel 5.-

Deze statuten **zijn** van toepassing op de werkgevers en de werknemers door hen tewerkgesteld die ressorteren onder het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01).

Behoudens andere bepaling wordt in deze statuten onder "werklieden" verstaan, de werklieden en werksters en onder "werkman": de werkman en werkster.

Hoofdstuk III.- Sociale voordelen

AFDELING L- BEROEPSOPLEIDING VAN DE JONGE WERKNEMERS

Artikel 6.-

Er wordt een beroepsopleiding georganiseerd op het niveau van de bedrijfstak ten gunste van de jonge werknemers die een of meerdere beroepen kiezen in de textielsector, waarvan de lijst wordt opgesteld door de Raad van beheer van het Fonds voor bestaanszekerheid, genoemd "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions sociales de l'industrie textile de Verviers".

Artikel 7.-

Om te worden toegelaten tot de beroepsopleiding moeten de jonge meisjes en jongens de leeftijd bereikt hebben die vereist is door de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake technische onderwijs.

Artikel 8.-

De beroepsopleiding omvat een technische, praktische en theoretische vorming en een algemene vorming.

Artikel 9.-

De cyclus van deze beroepsopleiding, het programma en het uurrooster zijn, voor elk van de beroepen, conform de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake technisch onderwijs.

Artikel 10.-

Het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers bepaalt elk jaar het bedrag en de aard van de toelagen of sociale voordelen die eventueel worden toegekend tijdens de beroepsopleiding.

Artikel 11.-

De jonge werknemers die de cyclus van de beroepsopleiding hebben voltooid, leggen een examen af om het bewijs te leveren dat zij de vereiste capaciteiten bezitten om het gekozen beroep uit te oefenen.

4

De Raad van beheer van het Fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions sociales de l'industrie textile de Verviers" bepaalt, overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen de vorm, het programma en de procedure van de examens, evenals de samenstelling van de jury's; deze moeten samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de werknemers en uit vertegenwoordigers van de werkgevers van de bedrijfstak.

Artikel 12.-

De examenjury's leveren een "bekwaamheidsattest" af aan de jonge werknemers die met succes het examen van beroepsopleiding hebben afgelegd.

AFDELING 2.- ARBEIDSGENEESKUNDE

Artikel 13.-

De externe dienst voor preventie en bescherming op het werk (E.D.P.B.) besteedt haar activiteit aan de preventieve geneeskunde en bescherming op het werk, met uitzondering van de curatieve geneeskunde, onder de voorwaarden bepaald in de vorige artikelen.

Artikel 14.-

Op vraag van de werkgever gaat de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk over tot klinische radiologische medische onderzoeken en oefent de administratieve formaliteiten uit overeenkomstig de wettelijke bepalingen van de wet van 4 augustus 1996 en inzake beroepsziekten.

Artikel 15.-

Op vraag van de werkgever gaat de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk over tot **indienstnemingsonderzoeken**.

Artikel 16.-

De externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, aangeduid overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 maart 1998, geeft de werknemers raad inzake het beheer van de risico's in de ondernemingen.

Artikel 17.-

De externe dienst voor preventie en bescherming op het werk kan eveneens belast worden met elke taak waarover de Raad van beheer van het Fonds voor bestaanszekerheid, genoemd "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions sociales de l'industrie textile de Verviers", beslist.

AFDELING 3.- INITIATIEVEN INZAKE OPLEIDING TEN GUNSTE VAN DE RISICOGROEPEN

Artikel 18.-

- In uitvoering van de wet van 03.04.1995, hoofdstuk II, houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid moeten de werkgevers, onderworpen aan de wet van 27.06.1969 tot herziening van de besluitwet van 26.12.1944 betreffende de sociale zekerheid van de werknemers, voor het jaar 1995 een inspanning doen van 0,15 % berekend op basis van het globale loon van de werknemers, zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29.06.1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.
- Voor het jaar 1996 zijn de werkgevers een bijdrage verschuldigd van 0,20 % die het volgende omvat:
 - De besteding van 0,15 % bepaald door voornoemde wet van 03.04.1995;
 - De besteding van 0,05 % bepaald door de wet van 22.12.1995, hoofdstuk IV, houdende maatregelen met het oog op de uitvoering van het meerjarenplan voor de werkgelegenheid.
- Voor de jaren 1997 en 1998 storten de werkgevers een bijdrage van 0,20 % die het volgende omvat:
 - Een inspanning van 0,10 % in uitvoering van het K.B. van 27.01.1997, hoofdstuk II, houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid bij toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26.07.1996 betreffende de bevordering van de werkgelegenheid en de preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen;
 - Een inspanning van 0,10 % toegestaan door het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement **Verviers**.
- Voor de jaren 1999 en 2000 storten de werkgevers een bijdrage van 0,20 % die het volgende omvat:
 - Een inspanning van 0,10 % in uitvoering van artikel 105 van de wet van 26.03.1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998;
 - Een inspanning van 0,10 % toegestaan door het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement **Verviers**.
 -
- Voor de jaren 2001 en 2002 storten de werkgevers een bijdrage van 0,20 % die het volgende omvat:
 - Een inspanning van 0,10 % in uitvoering van het interprofessioneel akkoord van 22.12.2000 voor de jaren 2001-2002;
 - Een inspanning van 0,10 % toegestaan door het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement **Verviers**.

AFDELING 4.- TEWERKSTELLINGS- EN VORMINGSINITIATIEVEN

Artikel 19.-

- In uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1999-2000 doet de textielsector een bijkomende inspanning inzake vorming. Deze bijkomende inspanning wordt uitgevoerd door een bijdragen van 0,10 % op de lonen van de jaren 1999-2000.
- In uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001-2002 doet de textielsector een bijkomende inspanning inzake vorming. Deze bijkomende inspanning wordt uitgevoerd door een bijdragen van 0,10 % op de lonen van de jaren 2001-2002.

De textielsector neemt ook een deel voor haar rekening in de verbintenis om een bijkomende inspanning te doen inzake permanente vorming, met als doel België op de weg te zetten die na 6 maanden zal leiden tot een gemiddeld niveau van de drie buurlanden.

Y
6 maanden
jaar

- Voor de jaren 1999-2000 wordt een trekkingsrecht ingesteld met een maximum van 0,10 % van de loonmassa van de werknemers. Het trekkingsrecht wordt toegekend aan de onderneming die uiterlijk op 31 december 1999 bij het Fonds voor bestaanszekerheid een vormingsplan indient dat goedgekeurd is door de ondernemingsraad.
- Voor de jaren 2001-2002 wordt dit trekkingsrecht, met een maximum van 0,10 % van de loonmassa van de werknemers, verlengd. Het trekkingsrecht wordt toegekend aan de onderneming die uiterlijk op 31/12/2001 bij het Fonds voor bestaanszekerheid een vormingsplan indient dat goedgekeurd is door de ondernemingsraad.

De onderneming kan zich beperken tot een enkel vormingsplan voor 2001-2002.

Bij gebreke van een ondernemingsraad moet het vormingsplan worden goedgekeurd door de vakbondsafvaardiging of, bij gebreke van deze laatste, door het bevoegd regionaal contactcomité (rue de Bruxelles, 41 te 4800 Verviers).

- Het bewijs van de gemaakte kosten in 1999 voor de vormingen in het kader van het goedgekeurde vormingsplan moeten worden ingediend bij de "Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers", uiterlijk op 31 maart 2000. Voor de vormingen gegeven in 2000 moet het bewijs van de gemaakte kosten ingediend worden bij de "Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers", uiterlijk op 31 maart 2001.
- Het bewijs van de gemaakte kosten in 2001 voor de vormingen in het kader van het goedgekeurde vormingsplan moeten worden ingediend bij de "Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers", uiterlijk op 31 maart 2002. Voor de vormingen gegeven in 2002 moet het bewijs van de gemaakte kosten ingediend worden bij de "Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers", uiterlijk op 31 maart 2003.

De "Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers" is belast met de betaling van dit trekkingsrecht ten laste van de afdeling "vorming".

Artikel 20.-

De bijdragen bedoeld in artikelen 18 en 19 zijn trimestrieel verschuldigd aan de Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers" en zijn onafhankelijk van de bijdrage verschuldigd krachtens de bepalingen opgenomen in hoofdstuk V van deze statuten.

Hoofdstuk IV.- Beheer

RAAD VAN BEHEER

Artikel 21.-

Het Fonds wordt beheerd door een Raad van beheer die paritair samengesteld is uit vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers. De Raad bestaat uit acht leden, namelijk vier werkgeversvertegenwoordigers en vier werknemersvertegenwoordigers.

De leden van de Raad van beheer worden aangeduid - en dit met een helft voor elk van de twee groepen - respectievelijk door de representatieve beroepsorganisaties van de werkgevers en van de werknemers die de leden van het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers moeten voordragen, momenteel namelijk: Febeltex en de regionale afdelingen van Verviers van het Algemeen Belgisch Vakverbond Textiel, Kleding en Diamant (A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant) en van het A.C. V. Textura.

De duur van het mandaat van de beheerders bedraagt vier jaar.

Het mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01). In dat geval worden zij vervangen door een lid van het Paritair Subcomité dat behoort tot dezelfde groep als het lid waarvan het mandaat een einde nam.

Artikel 22.-

Elk jaar duidt de Raad van beheer in zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Via een jaarlijkse beurtrol zal het voorzitterschap tijdens de even jaren worden uitgeoefend door een lid van de Raad van beheer die de vakorganisaties vertegenwoordigt en de oneven jaren door een lid van de Raad van beheer die de werkgevers vertegenwoordigt.

Voor het ondervoorzitterschap is de beurtrol omgekeerd.

Artikel 23.-

De Raad van beheer vergadert wanneer de belangen van het Fonds het nodig achten op uitnodiging van de voorzitter. Hij is verplicht de raad bijeen te roepen op vraag van drie van zijn leden.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden.

4

De notulen van de vergaderingen van de Raad van beheer worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de Raad van beheer en ondertekend door de voorzitter van de vergadering en ter goedkeuring voorgelegd aan de Raad van beheer. De uittreksels of kopies van deze notulen, die door rechtbanken of andere instanties kunnen worden geëist, worden ondertekend door de voorzitter of door twee leden van de Raad van beheer. De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

De stemming is enkel geldig indien twee derden van de leden die de werkgevers vertegenwoordigen en twee derden van de leden die de werknemers vertegenwoordigen aanwezig zijn.

Een lid van de Raad dat verhinderd is kan schriftelijk een mandaat geven aan een van zijn collega's om hem te vertegenwoordigen, zonder dat een lid van deze Raad meer dan een afwezige collega kan vervangen.

Artikel 24.-

De Raad van beheer delegeert aan de Werkgeversfederatie van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers de administratie van het Fonds. Zij verzekert het dagelijks beheer en voert de beslissingen uit die genomen zijn door de Raad van beheer.

Artikel 25.-

De Raad van beheer onderzoekt en spreekt zich uit over de verslagen en de documenten die worden meegedeeld door de administrateur van het Fonds. De Raad van beheer heeft meer bepaald als taak:

- a) het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers bij het verstrijken van elk kalenderjaar voorstellen het cijfer van de bijdrage vast te stellen door dit paritair subcomité voor het volgende kalenderjaar als het afloopt. Daarom neemt de Raad van beheer enerzijds het volume van de vergoedingen in aanmerking die als basis dienen voor de berekening van de bijdragen en anderzijds de kosten van de sociale voordelen waarvoor het Fonds de dienst moet verzekeren, evenals de kosten van de administratiekosten;
- b) het Fonds beheren en alle nodige maatregelen nemen voor de goede werking ervan;
- c) het bedrag en de inningsmodaliteiten bepalen van de administratiekosten, evenals het evenredig bedrag van de jaarlijkse ontvangsten die dienen om deze te dekken;
- d) elk jaar, in de loop van de maand juni, een schriftelijk verslag voorleggen aan het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers over haar beheer van het afgelopen boekjaar;

Artikel 26.-

De leden van de Raad van beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan betreffende de verbintenissen van het Fonds.

Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het beheersmandaat dat hen is toegekend.

Artikel 27.-

De juridische handelingen, zoals als eiser als als verweerder, worden ondernomen uit naam van het fonds op vervolging en benaerstiging van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

De Raad van beheer kan bijzondere en bepaalde bevoegdheden aan een of meer van zijn leden overdragen of zelfs aan derden.

De handelingen van dagelijks beheer worden ondertekend door de personen die daartoe aangewezen zijn door de Raad van beheer.

Voor alle andere handelingen dan die waarvoor de raad bijzondere opdrachten heeft gegeven, volstaat de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één van iedere groep zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken.

Artikel 28.-

Het Fonds kan juridisch optreden voor de inning van de bijdragen en daarvoor laten overgaan tot bewarend en uitvoerend beslag, met inbegrip van de volgende Fondsen:

- Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement **administratif de Verviers**;
- Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile verviétoise.

Artikel 29.-

De Raad van beheer heeft de meest uitgebreide bevoegdheden voor de administratie en het beheer van de materiële en morele belangen van het Fonds, ongeacht deze gereserveerd voor het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, door de wet of door deze statuten.

De Raad van beheer mag namelijk hiervoor alle contracten en overeenkomsten sluiten en verlijden, alle roerende en onroerende goederen die nodig zijn om het sociaal doel te bereiken, kopen, verkopen, ruilen, verwerven, overdragen, huren en verhuren, alle leningen op korte of lange termijn aangaan, alle werkelijke rechten zowel op de roerende als onroerende goederen toestaan, zoals voorrechten, hypotheken, panden en andere, toestemmen in de dagelijkse uitwinning, handlichting verlenen van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, alsmede alle bevelen tot betaling, overschrijvingen, beslagleggingen of andere beletselen, met of zonder vaststelling van betaling, doen betekenen, afzien van de rechtsvordering tot ontbinding, alle directeurs of beampten, benoemen en afzetten, hun wedden en hun bevoegdheden vaststellen en, desnoods, hun borgstelling, alle **huishoudelijke** reglementen vastleggen, dadingen treffen en compromissen aangaan.

Hoofdstuk V.- Financiering

Artikel 30.-

De bijdragen worden geïnd door het Fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers".

Het bedrag van de bijdragen is aan het Fonds verschuldigd op de volgende vier data van elk jaar : 1 maart, 1 juni, 1 september en 1 december.

De bijdragen die verschuldigd zijn voor het verstreken kwartaal, moeten door de werkgever uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op dit kwartaal worden uitbetaald.

De betaling van de bijdragen, van de verhoging en van de eventuele intrest wordt gewaarborgd overeenkomstig artikel 8 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Artikel 31.-

Elk jaar legt het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, op voordracht van de Raad van beheer, het bedrag vast van de jaarlijkse bijdrage. Deze is verschuldigd voor ¼ voor elke van de kwartalen van het sociale boekjaar en dit op dat data vastgelegd door artikel 30.

De bijdrage wordt gebaseerd op het volume van de brutolonen betaald tijdens het kalenderjaar dat onmiddellijk voorafgaat aan het sociale boekjaar (K.B. van 04.05.1983, B.S. van 21.05.1983).

Sedert 1983 is de bijdrage vastgesteld op 1,25 % van de brutolonen betaald gedurende het kalenderjaar dat het sociaal werkjaar onmiddellijk voorafgaat (K.B. van 04.05.1983, B.S. van 21.05.1983).

Voor de periode 2001-2002 wordt de bijdrage van de "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales" verminderd met 0,70 % en wordt dus vastgelegd op 0,55 %.

J.L. II


Er zal een tussentijdse evaluatie uitgevoerd worden in het Beheerscomité van de sociale Fondsen van Verviers op 31.12.2001 om al dan niet de totale of gedeeltelijke schorsing van de bijdrage in 2002 te behouden.

Voor elke nieuwe onderneming die ressorteert onder het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers worden de bijdragen geïnd op basis van de brutolonen betaald tijdens het kwartaal voorafgaand aan dat dat de uitbetaling van het fonds dekt. Deze formule wordt uitzonderlijk toegepast tot op het moment dat de onderneming de voorwaarden bereikt heeft die vereist zijn voor de toepassing van de bepalingen vastgelegd in het vorige lid en betreffende de inningsbasis van de bijdragen.

Artikel 32.-

Op het einde van elke kalenderkwartaal moeten de ondernemingen bedoeld in deze statuten het Fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Caisse de compensation paritaire pour les Institutions Sociales de l'industrie textile de Verviers", het volume meedelen van de brutolonen betaald tijdens het vorige kwartaal die in aanmerking komen voor de berekening van de bijdrage, overeenkomstig de bepalingen van artikel 31.

4

De kwartaalaangifte **betreffende** de lonen betaald tijdens het vorige kwartaal moet verplicht worden bezorgd aan het Fonds binnen de dertig dagen die volgen op het kalenderkwartaal waarop deze betrekking heeft.

Artikel 33.-

Bij niet-betaling van de bijdragen binnen de termijn vastgelegd in artikel 28 is de werkgever een verhoging van 10 % van hun bedrag verschuldigd.

Indien de bijdragen niet betaald zijn bij het verstrijken van de dertig dagen die volgen op de uitbetalingsdatum van het Fonds gericht aan de werkgever is een verwijlintrest verschuldigd van 10 % per jaar, vanaf het verstrijken van deze termijn tot op de dag van hun betaling.

De niet-betaling van de bijdragen binnen de termijn bepaald door artikel 30 zal automatisch aanleiding geven tot een invorderingsprocedure van deze bijdragen, vermeerderd met de verhogingen en verwijlintresten bepaald in dit artikel.

De werkgever tegen wie tweemaal een procedure tot invordering van de bijdragen wordt ingesteld, moet, behalve de uitbetaling van de in artikel 55 bedoelde driemaandelijke bijdragen, aan het Fonds voor bestaanszekerheid als voorschot een som storten die gelijk is aan zijn laatste driemaandelijke bijdrage.

Ingeval van behoorlijk bewezen overmacht, kan het Beheerscomité van het Fonds afzien van de betaling van de bijdrageverhogingen en verwijlintresten.

Hoofdstuk VI.- Begroting, balans en rekeningen

Artikel 34.-

Het boekjaar begint op 1 januari en sluit op 31 december.

Artikel 35.-

De rekeningen van het vorige jaar worden gesloten op 31 december. De sluiting en de balans moeten voldoende boekhoudkundig verduidelijkt worden.

De Raad van beheer, evenals de revisor of accountant, aangewezen door het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, stellen jaarlijks elk een verslag op betreffende de uitvoering van hun taken tijdens het vorige jaar.

De balans en voornoemde jaarlijkse verslagen moeten ter goedkeuring worden voorgelegd aan het paritair comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers uiterlijk tijdens de maand juni.

Hoofdstuk VII- Ontbinding en vereffening

Artikel 36.-

De ontbinding van het Fonds wordt uitgesproken door het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratiefarrondissement **Verviers**. In geval van ontbinding geeft genoemd paritair subcomité aan het netto actief van het maatschappelijk vermogen, dat overblijft op het ogenblik van de ontbinding een bestemming in overeenstemming met het volgens de bepalingen van deze statuten aan het Fonds toegewezen doel.

Indien het paritair subcomité echter oordeelt dat deze bovenvermelde bestemming niet verwezenlijkbaar of gewoon ongepast is - en waarover het zich soeverein uitspreekt, - kan het onder voorbehoud van de eventuele uitvoering van elke ontbindende clausules of teruggave van goederen, het netto actief van het maatschappelijk vermogen toewijzen aan de natuurlijke of rechtspersonen die door genoemd comité geschikt worden geacht.

Het paritair comité wijst de vereffenaar of vereffenaars aan, bij voorkeur onder de waarnemende leden van het Beheerscomité op het ogenblik waarop de vereffening wordt besloten; het regelt **tegelijkertijd** de wijze van vereffening en bepaalt de bevoegdheden alsmede de eventuele bezoldiging van de vereffenaar of vereffenaars.

Artikel 37.-

De partijen vragen dat deze statuten algemeen verbindend verklaard worden bij koninklijk besluit.

Gedaan te Verviers, op 28 juni 2002.